



Guide de Recherche 2007

Secondaire deuxième cycle

« Qu'il soit résolu que le libre échange a profité au monde en voie de développement »

Le libre-échange est un modèle de marché dans lequel l'échange des articles et des services entre les pays se fait librement et sans restriction.

La théorie est que le commerce doit profiter aux deux partis, sinon, il ne prendra pas place. Plus précisément, pour qu'une transaction prenne place, les deux partis doivent prévoir un avantage. De plus, les avantages du libre-échange selon la théorie économique classique sont justifiés dans l'analyse comparative des avantages de Ricardo, selon laquelle le libre-échange atteint l'efficacité économique maximum et des gains de productivités généraux.

Le Libre-échange peut être contrasté avec le protectionnisme, qui est la politique économique de restreindre de commerce entre les nations, par les méthodes de hauts tarifs sur les articles importées, les quotas restrictifs, un assortiment de règlements restrictifs conçu pour décourager des importations, et les lois « anti-dumping » afin de protéger des industries domestiques dans une nation particulière.

Les gouvernements appellent souvent les accords de commerce international : « libre-échange, et bien que ceci n'est pas vraiment le libre-échange, de tels traités peuvent avoir comme résultat le commerce plus libre.

Le libre-échange est un terme économique qui inclut :

- le commerce d'articles sans tarifs ou autres barrières douanières (par ex. les quotas sur les importations ou les subventions pour les producteurs)
- échange de service sans les taxes ou sans les autres barrières douanières
- L'absence de politiques économiques (tel que les impôts, les subventions, les règlements ou les lois) qui donnent aux entreprises des avantages sur les autres
- Accès libre aux marchés
- Accès libre sur le marché de l'information
- L'Incapacité d'entreprises de déformer des marchés par le monopole ou oligopole imposé par le gouvernement
- Le mouvement libre de travail entre et dans les pays
- le mouvement libre du capitale entre et dans les pays

Les vertus du libre-échange ont été fait depuis trois cent ans. En donnant l'accès égale aux marchés à tous, c'est la théorie qui garantie l'allocation la plus efficace de ressources et les prix les plus bas pour les consommateurs. Une telle théorie peut-elle travailler dans la pratique ? En particulier, pourrait-elle aider les pays en voie de développement à atteindre une meilleure qualité de vie ? La rhétorique de l'ouest dit qu'elle peut, et indique aux institutions internationales telles que l'Organisation Mondiale du Commerce de promouvoir le libre-échange d'articles, et la Banque mondiale de fournir le crédit pour les projets de développement. Mais cela ce fait pendant que les pays de l'ouest continue à protéger leurs agricultures et leurs propres industries du marché international – soit par la Politique Agricole Commune de l'Union européenne, ou la taxe des États-Unis sur l'industrie de l'acier – la position est hypocrite.

## Gouvernement

La notion que l'échange – le libre-échange, sans restrictions du gouvernement – profite la société est une des doctrines les plus fondamentales dans la science économique moderne. La mondialisation a ouvert de nouvelles occasions pour le progrès économique et social dans les pays en voie de développement par une plus grande intégration de l'économie du monde. La capacité à importer des idées, la technologie, l'investissement, les données, les articles et les services intermédiaires des pays plus avancés peuvent promouvoir la croissance économique. Le commerce et le flux capitaux ont produit des gains dans la productivité et l'efficacité qui a incité la croissance et la création d'emplois. L'accès aux marchés des capitaux étrangers a aidé des pays en voie de développement à surmonter les obstacles sérieux à la croissance rapide causée par les économies domestiques maigres.

Ce n'est pas tout le monde qui profite quand les économies changent. La question est : est-ce qu'il y a plus de vainqueurs que des vaincus dans le processus? Et est-ce qu'il y a plus de vainqueurs qu'il y aurait sans la mondialisation et sans le commerce plus libre ?

Les statistiques indiquent qu'en général, la mondialisation crée plus de vainqueurs que de vaincus. Les figures disent, par exemple, que les nations qui encourageant le commerce et l'investissement international grandit à deux fois le taux que pays qui n'en fait pas. Cela est pourquoi les nations du Tiers-monde autour de la planète veulent joindre des zones de libre échange, devenir la partie de la tendance de mondialisation.

1. Le commerce augmenté signifie la guerre réduite et la sécurité nationale améliorée. D'être inclus dans des relations de commerces diminuent la probabilité de guerre. Si vous êtes engagé dans une relation mutuellement avantageuse avec les autres pays alors il n'y a moins de chance de mettre en péril cette relation par l'agression. Ceci facilite la paix, ce qui est un universellement bon. Il est vu par quelques analystes politiques que les pays qui échangent l'un avec l'autre ont moins de chance d'entrer en la guerre en raison du coût énorme d'interrompre soudain leur commerce à l'étranger. L'analyse qualitative suggère que ce libre-échange encourage une dépendance entre les pays, réduisant la probabilité de guerre.
2. Le libre-échange augmente le niveau global de production. L'analyse économique classique montre que le libre-échange augmente le niveau global de production parce que le libre-échange permet la spécialisation parmi les pays. La spécialisation permet aux nations pour consacrer leurs ressources rares à la production des articles et les services particulières pour lesquelles cette nation a un avantage comparatif. Les avantages de spécialisation, couplée avec les économies d'échelle, augmentent la frontière de possibilité de production globale. Une augmentation dans la frontière de possibilité de production globale indique que la quantité absolue d'articles et de services produits est plus élevée sous le libre-échange. C'est non seulement la quantité absolue d'articles plus élevée, mais la combinaison particulière d'articles et de services produira l'utilité la plus haute possible aux consommateurs globaux.

3. Le libre-échange enrichit des cultures. Le concept de « conserver la culture » est basé sur la notion que c'est valable et en danger. Dans la mesure où la culture locale est estimée, les produits reflétant cette culture sont désirés et donc disponibles parmi beaucoup d'alternatives. Selon cet argument, toutes cultures majeures ont évolué par l'hybridation avec les influences externes à travers l'histoire. Les tentatives pour corrompre ce procédé en mettant les barrières de commerce et d'investissement empêchent les cultures de recevoir des influences positives ce qui provoque la stagnation.
4. Le libre-échange permet des pays en voie de développement l'accès à la capitale dans les marchés financiers internationaux et libéralisés. Ceci leur donne l'occasion de financer des projets pour la croissance et le développement.
5. Le libre-échange respecte la dignité et la souveraineté de l'individu. Un homme ou une femme occupé dans le travail honnête a un droit fondamental pour apprécier les fruits de son travail. C'est une violation de mes droits à la propriété quand le gouvernement m'empêche d'échanger ce que je produis pour quelque chose produit par un collègue, peu importe si la personne que j'échange avec habite de l'autre côté de la ville ou de l'autre côté de l'océan. Chaque citoyen qui a produit ou a acquis un produit doit avoir l'option de l'appliquer tout de suite à son propre usage ou de le transférer à quiconque sur la terre qui consent à donner de ses désirs pour l'échange de cet objet.
6. Le libre-échange restreint le pouvoir de l'état. Le libre-échange est moralement supérieur au protectionnisme parce qu'il place la confiance dans ce qu'Adam Smith a appelé « le système naturel de liberté » à la place d'un système politique industrielle centralisée. Ceci permet aux citoyens de remplir leur potentiel créatif et productif.
7. Le libre-échange encourage des individus à cultiver des vertus morales. Pour réussir dans un marché libre et ouvert, les producteurs doivent servir leurs collègues comme êtres humains en fournissant des articles que les autres ont besoin. A la longue, le commerce récompense ces participants qui agissent dans une manière digne de confiance. Un fournisseur qui manque des dates limite pour le chargement ou un acheteur dont le crédit n'est pas bon perdra bientôt des affaires à leurs concurrents avec de meilleures réputations. En d'autres termes, il n'y a pas de conflit inhérent entre les bonnes affaires et la bonne éthique, et dans un marché libre et ouvert sous un état de droit, les deux complètent chacun.
8. Le libre-échange réunit des gens à travers la distance et les cultures. Le commerce ouvre la porte pour les relations qui transcendent l'échange économique. Quand les nations échangent l'une avec l'autre, c'est plus que les articles qui traversent des frontières. Les gens et les idées passent inévitablement à travers les mêmes portes ouvertes. Les télécopieurs, les téléphones cellulaires, et l'Internet s'installent rapidement comme les outils d'affaires internationales, mais ils sont aussi des outils d'amitié. Il y a dix ans, il n'y avait pas presque d'échange d'information de technologie disponible au citoyen chinois moyen. Si nous voulions contacter un ami en Chine, on aurait eu l'habitude de faire cela par le courrier à moins que cet individu ait un téléphone privé, ce qui était extrêmement rare dans les provinces intérieures. Aujourd'hui, malgré les difficultés, ceci a pour

- une bonne parti changé. Nous communiquons avec les milliers d'amis partout en Chine par le fax, les téléphones cellulaires, et le courriel.
9. Le libre-échange encourage d'autres droits humains fondamentaux, tels que la liberté de discours et de religion. En élevant le niveau de vie général, le libre-échange aide des gens à atteindre de plus hauts niveaux d'éducation et gagner l'accès aux sources alternatives d'information. Il aide à créer une classe moyenne plus indépendante idéologiquement pour former de genres plus représentatifs de gouvernement. La richesse créée par le commerce peut aider à nourrir et soutenir des institutions civiles qui peuvent influencées le gouvernement. L'apparition de libertés civiles et de gouvernement plus représentatif dans les pays tels que Taïwan, la Corée du sud, et le Mexique peut être crédité en grande partie au développement économique incité par les réformes de libre-échange et de marché.
  10. Le libre-échange nourrit et vêtit les pauvres. Le libre-échange et la libération des marchés donnent le pouvoir aux gens pauvres en leur donnant la plus grande occasion de créer la richesse et de soutenir leurs familles. En dispersant le pouvoir économique, le libre-échange et la libération des marchés diminuent la capacité des élites des pays en voie de développement de piller les ressources d'une nation au détriment de ses pauvres. La preuve peut être trouvée dans les modèles d'immigration de gens pauvres à travers le monde. Par millions, ils cherchent à partir des économies fermées et centralisées pour celles qui sont plus ouvertes et moins contrôlées. Les gens pauvres comprennent qu'une économie libre sert leurs intérêts.

## Opposition

L'intégration dans l'économie mondiale vient avec des coûts substantiels. Par exemple, la confiance augmentée sur les flux des capitaux, internationaux et volatils peut être une source d'instabilité, comme on a observé en Asie dans les années récentes. Il peut y avoir des coûts sociaux sous forme de marginalisation d'individus ou de groupes sociaux qui ne sont pas équipés pour profiter de nouvelles occasions et de nouveaux défis créés par l'intégration globale. La compétition économique sur une échelle globale implique que même un changement mineur dans les coûts domestiques peut mener à l'avantage comparatif changeant, avoir pour résultat la volatilité pénible dans la production et l'emploi.

Quand les pays en voie de développement ouvrent leurs marchés au libre-échange, les producteurs locaux sont amenés dans la compétition directe avec les sociétés commerciales multinationales les plus puissantes dans le monde. Le résultat : les entreprises locales sont chassées d'affaires, les centaines de milliers d'ouvriers perdent leurs travaux, et leurs millions de familles sont lancés dans la pauvreté désespérée. Ceux qui survivent sont forcés dans le travail fragile ou dangereux aux marges de société.

Les grandes parties du monde des pays en voie de développement deviennent des enclaves de désespoir, de plus en plus marginalisé et la coupure de la richesse montante produite par le commerce. La prospérité partagée ne peut pas être construite sur telles fondations. Comme les forces économiques qui conduisent la mondialisation, la colère et les tensions sociales qui accompagne des inégalités vastes dans la richesse et l'occasion ne respectera pas de frontières nationales. L'instabilité qu'ils produiront nous menace tout. Au monde globalisé, nos vies sont plus reliées, et donc aussi est notre prospérité. Comme une communauté globale, nous coulons ou nageons ensemble.

1. Le libre-échange de matières brutes n'aide pas le développement. L'argument qu'un pays pourrait devenir confiné à servir les besoins du marché mondial dans les matières brutes, et ne pas se développer industriellement a premièrement été avancé par Friedrich List dans 1841, et a reçu des preuves empiriques au vingtième siècle. Il a été découvert que les pays Africains et Arabes riches en ressources naturelles (par ex. les diamants et le pétrole) se sont développés moins rapidement que ces nations sans telle « richesses ». Ceci est aussi un argument sociopolitique contre le libre-échange, parce qu'il est dit que : 1. Les pays exportant de telles ressources ont une tendance à être autocratiques, et ce genres de dictatures restent au pouvoir à cause du paiement massif provenant des exportations. 2. Les guerres et les violences civiles correspondent à la découverte de richesse minérale dans le monde en voie de développement est le marché mondial pour les denrées. Ceci est un secteur de libre-échange qui a peu de supporteurs.
2. Le commerce international exige que plus de ressources doivent être distribué. La nourriture exportée sur l'autre côté du monde à un supermarché a un impact écologique parce qu'elle exige l'usage de carburant de fossile dans la livraison à étranger, en comparaison avec la livraison locale. Les prix plus bas atteints peuvent resulter en plus de consommation, un résultat pas

nécessairement apprécié par les « verts ». Les intellectuels Verts contestent les arguments que le libre-échange mènent à « l'emploi optimal de ressources », et en fait conduit à l'épuisement immédiat des ressources de la terre.

3. Le libre-échange favorise des nations développées dans les certains secteurs. Quelques services exportés par les nations développées sont des choses impondérables, les formules thérapeutiques, les marques déposées, le logiciel, et le divertissement. La valeur de cette propriété intellectuelle est dérivée de la protection légale contre la reproduction inautorisée. Quelques défenseurs des pauvres disent que la raison que les droits sur la propriété intellectuelle sont fortement protégés dans le commerce international montre le pouvoir des nations développées pendant les négociations de commerce. Les nations appartenant à l'OMC renoncent au droit de produire des copies génériques de ces drogues, qui est pourtant le seul traitement abordable dans les nations en voie de développement.
4. Le libre-échange profite seulement l'élite riche des pays. Quelques-uns argument que les riches ont plus d'équité dans les entreprises, ce qui augmente en valeur quand les compagnies peuvent produire a bon marché dans le monde. Comme les marchés du monde fusionnent dans un marché global, le nombre de compagnies baisse avec le rachat international de champions locaux par les sociétés commerciales gigantesques. Ce procédé concentre la richesse dans moins de sociétés commerciales.
5. Le libre-échange augmente l'externalisation (offshoring). Le libre-échange permet la possibilité de aux compagnies de produire leurs article hors de son pays pour la vente domestique. Les normes écologiques et les lois sur le travail imposées sur ces compagnies peuvent être moindres dans la production étrangère. Les défenseurs écologiques et des travailleurs disputent le libre-échange crée de cette façon car il permet des compagnies de contourner des règlements domestiques, en produisant ailleurs. Pendant que le libre-échange augmente, l'équilibre du pouvoir passent des mains des gouvernements aux mains des compagnies. Ceci est considéré comme une menace à l'autodétermination démocratique par les critiques du libre échange. De même, en réduisant le PNB des pays riches par les emplois perdus, les pressions compétitives mineront la démocratie en créant des pressions pour abaisser les demandes de salaire, et les protections comme les normes écologiques et la sécurité pour le travailleur. Cette course vers le fond est causé par cette compétition internationale pour attirer la production d'articles, qui, avec le libre-échange, peut être faite n'importe-où.
6. Le libre-échange mène à la diversification et à la spéculation économique. Le libre-échange augmente le risque d'effervescence économique irrationnelle qui peuvent affecter des nations entières et peut-être le monde. Quelques-uns sentent que le libre-échange aura tendance à créer des économies trop dépendantes sur des spécialités étroites. Quand la demande pour ces spécialités est réduite, l'ajustement sera beaucoup plus difficile que si la diversification était en place. C'est d'habitude beaucoup plus facile à grandir une spécialité existante que de commencer des changements qui sont pourtant nécessaire.

7. Le libre-échange mine la diversité culturelle. A travers le monde, les forces dont beaucoup blâment le libre-échange pour l'érosion des cadres traditionnels et des cultures rurales. Par exemple, Sir James Goldsmith a attaqué le libre-échange comme cause de la conversion de l'agriculture à petite échelle à celle à grande échelle agrocommerciale à travers le monde en voie de développement. Beaucoup de nationalistes canadiens argumentent que l'Accord de libre-échange nord américain ou une extension nuit à la culture canadienne, en raison des sociétés commerciales étrangères (les revues, la télévision, et les fournisseurs par satellite) défiant les lois sur les contenus culturels des médias au Canada.
8. Le libre-échange cause la rupture et la douleur. Le libre-échange peut changer des carrières trop rapidement. Autrefois, un fermier pouvait compter de finir sa vie en tant que fermier, bien que son ou ses enfants pourraient avoir été forcés dans d'autres emplois. Maintenant, les changements arrivent sur un niveau sous-intergénérationnelle, l'attrition est plus rapide que naturel. Faire face à ces transitions peut être difficile, surtout pour les plus-âgés pour lesquels la discrimination fondée sur l'âge sera un problème.
9. Le libre-échange peut créer la dépendance des pays sur les nations développées. Les critiques de l'impérialisme argumentent sur la façon dont les impérialistes ont gagné l'influence sur les pays plus faibles par la spécialisation. Les pays plus faibles développent des secteurs, typiquement dans les matières premières et l'agriculture qui serait économiquement dépendant sur la métropole. Les pouvoirs impérialistes auraient plus de choix (le marché plus compétitif) dans les pays desquels ils pourraient acquérir des matières premières que ces pays producteurs auraient dans l'achat des articles finaux, particulièrement quand les pays impérialistes ont le pouvoir des ressources du monde financiers et ont choisi de se comporter en oligopole.
10. Le libre-échange mine la sécurité nationale. Les menaces de bioterrorisme et de propagation de maladies, même accidentels, ont été élevées par la possibilité de nourriture mal inspectée entrant d'un pays à un autre. Comme un nombre d'arguments contre le libre-échange, cet argument repose sur l'inégalité des lois à travers les pays et le monde.





## Les avantages et le coût de la mondialisation

Par Talel Bahoury

**A tort ou à raison, la mondialisation est confondue à tous les malheurs de la planète. Pourtant, à y regarder de près, on s'aperçoit qu'elle a certes un coût, mais également des avantages. En tout cas, il est clairement établi que les échanges et l'ajustement structurel permettent d'optimiser les avantages de la mondialisation et d'en réduire le coût, à condition de ne pas la subir mais d'être un acteur actif !**

En mai dernier, l'OCDE a publié une étude d'une grande importance, notamment pour les pays en développement. Webmanagercenter vous présente les grandes lignes de cette étude. Elle est intitulée «Les échanges et les ajustements structurels, OCDE, 2005».

L'étude part de ce qu'on pourrait appeler un épiphénomène : «En 2003, l'entreprise Harley-Davidson fêtait son 100ème anniversaire en annonçant des recettes et des bénéfices record pour la 18ème année consécutive. Elle représentait 48% du marché des motos de grosse cylindrée en Amérique du Nord, et exportait plus d'un cinquième de ses ventes. Pourtant, entre 1973 et 1980, sa part de marché était tombée à 25% ! Les accords commerciaux expliquent en partie ce redressement, mais les mesures de réforme et de restructuration, ainsi que l'amélioration des technologies et des méthodes de production employées ont joué un rôle crucial», y lit-on.

On dira sans doute que Harley-Davidson est une entreprise américaine, mais quand on observe plus loin, on trouvera d'autres exemples de restructurations réussies en dehors de la zone OCDE.

L'exemple le plus fréquemment cité est celui du secteur des technologies de l'information en Inde. La productivité des industries manufacturières indiennes est inférieure à celle des pays de l'OCDE à revenu élevé, mais l'écart se réduit dans les logiciels et les télécommunications. L'Observateur de l'OCDE attribue cette réussite «aux réformes de la réglementation qui ont permis l'expansion de ces secteurs dans les années 90», ce qui a permis à l'Inde d'enregistrer la plus forte croissance des exportations de services, et figurer parmi les 15 premiers exportateurs mondiaux.

### Des idées reçues de la mondialisation

De nombreux cas similaires permettent de mieux comprendre la mondialisation et le libre-échange, mais aussi de mettre à nu certaines idées fausses assez répandues.

Primo, «la mondialisation n'implique pas un transfert accéléré des activités économiques du secteur primaire et secondaire vers le tertiaire», observe l'étude. Pour preuve, on a constaté qu'au cours des 20 dernières années, le transfert d'emplois vers les services s'est ralenti. Cela ne veut pas dire pour autant que le potentiel des services mondiaux s'est pleinement réalisé, mais plutôt parce que le rythme de l'évolution structurelle entre l'agriculture, l'industrie et les services a fléchi dans les économies de l'OCDE. Aujourd'hui, c'est essentiellement entre les différents segments du secteur des services que le transfert d'emplois a lieu.

Secundo, la fuite des emplois de bureau à l'étranger –c'est-à-dire la délocalisation- est globalement assez modeste. Certes, l'OCDE a mis en évidence des secteurs d'activité «mobiles», en ce sens qu'ils peuvent s'implanter à peu près n'importe où. Mais en réalité, cette mobilité a des limites. Ainsi, le transfert largement évoqué de quelque 55 000 emplois dans les services chaque trimestre en dehors des États-Unis doit être comparé à la perte (et à la création) de plus de 7 millions d'emplois chaque trimestre dans le cadre du fonctionnement normal du marché du travail américain. D'autres pays de l'OCDE –notamment Allemagne, France et Italie- connaissent des transferts d'emplois dans les services à l'étranger bien plus modérés.

Tertio, en ce qui concerne les pays en développement, ce ne sont pas seulement les plus grands, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, qui bénéficient de la libéralisation des échanges. À l'exception d'un petit nombre de pays, d'Afrique subsaharienne essentiellement, les gains de la

libéralisation multilatérale du commerce compenseront largement les pertes qui résulteront de l'érosion des préférences accordées.

### **L'alternative des Etats face à la mondialisation**

Toujours selon les experts de l'OCDE, les Etats n'ont qu'une alternative face à la mondialisation, l'une positive, l'autre négative : soit ignorer le phénomène, sachant pertinemment que cela ne le fera pas disparaître pour autant, soit y participer pour construire leur avenir et décider de leurs orientations. Cependant, «s'impliquer signifie aussi s'adapter à la mondialisation et être prêt à accepter le changement», considèrent les experts.

Alors, est-ce que les exemples de pays ayant réussi à s'adapter constituent une exception au point de les négliger, comme le prétendent certains sceptiques ? Les auteurs de l'étude balayaient d'une main de revers cette affirmation. «L'Inde n'est pas un cas isolé, et l'OCDE a recensé des évolutions positives dans des secteurs allant de l'agriculture et des pêcheries jusqu'aux technologies de l'information et aux soins de santé, en passant par la construction navale et l'acier, tant dans les pays de l'OCDE, qu'au Chili et au Lesotho.

L'Afrique du Sud par exemple, dans le secteur automobile, sans être un grand concurrent au niveau mondial, ce pays est désormais un constructeur automobile compétitif et solide, suite à la mise en œuvre de réformes structurelles sur plusieurs années : suppression des obligations locales et politique de substitution aux importations. L'étude note que, pour s'adapter, il a fallu ouvrir l'accès à un marché plus vaste. Beaucoup d'autres cas similaires ont également été étudiés dans les pays de l'OCDE, notamment la construction navale en Australie, ou les textiles en République slovaque.

### **Le couple «libéralisation commerciale/réformes nationales**

L'Afrique subsaharienne souffre de problèmes profondément enracinés, qui reflètent une vulnérabilité économique sous-jacente. Mais les experts de l'OCDE sont optimistes –peut-être même trop optimistes concernant le continent noir. Pour eux, le succès récent de l'industrie des fleurs coupées au Kenya, grâce à d'importants investissements, en offre l'illustration parfaite. Hélas que ce genre d'exemple ne constitue qu'une exception !

Mais les observateurs de l'OCDE ne s'arrêtent pas à ce constat, puisqu'ils considèrent qu'une adaptation réussie dépend également des échanges de services, comme en témoignent l'Inde, ou encore l'Irlande (ce pays est aujourd'hui le premier pays exportateur des services au monde, et le deuxième Etat le plus riche de l'UE derrière le Luxembourg). Les analystes de l'OCDE montrent que lorsqu'on tient compte des restrictions aux services intervenant dans la production d'articles manufacturés –par exemple en empêchant les entreprises d'accéder aux services financiers ou d'ingénierie les plus performants–, la «protection» dont ces entreprises bénéficient les pénalise.

L'étude souligne que les échanges ne doivent pas être considérés, cependant, comme une panacée. «Les populations, les produits, les secteurs d'activité et les pays doivent aussi être prêts à tirer parti des mécanismes du marché». Car, même un athlète de haut niveau ne peut gagner une course les mains liées dans le dos. Si l'économie nationale montre des rigidités, l'ouverture du commerce peut en fait aggraver la situation. «La libéralisation commerciale doit donc s'accompagner de véritables réformes nationales. Cela implique notamment un marché du travail flexible, une réglementation restreinte et efficace, et des politiques économiques favorisant la stabilité et la croissance, tout en respectant les impératifs sociaux et environnementaux». Autrement dit, l'ouverture des échanges renforcera les économies dans lesquelles le capital et le travail peuvent circuler librement d'un secteur en crise à un secteur prospère. Nous voilà au cœur d'un concept cher aux partisans de la nouvelle économie, à savoir la mobilité du travail et des facteurs de production.

D'autant que certains secteurs d'activité déclineront effectivement. Fortement touchées, certaines entreprises devront repenser totalement leurs activités. Nombre de ceux qui perdent leur emploi pourront, dans des environnements moins rigides, en trouver de nouveaux assez rapidement, à condition qu'ils aient reçu la formation appropriée et qu'ils évoluent dans un marché où s'exerce une réelle mobilité.

Ceci étant, la mondialisation a ses gagnants et ses perdants, pour les populations comme les pays, avertissent les auteurs de l'étude de l'OCDE. La recherche de l'efficacité ne doit pas faire perdre de vue le souci d'équité. C'est là que les pouvoirs publics doivent intervenir. Pour chaque travailleur, il faudra notamment mettre en œuvre des politiques du marché du travail actives capables de faire évoluer l'aide –par exemple pour la recherche d'emploi ou la formation– en fonction des besoins réels des personnes concernées.

### **Nécessité de mise en place des mesures aux niveaux mondial et local**

Face à la crainte et à l'isolement, le renforcement de la confiance et de la cohésion est indispensable. Pour les pays perdants dans un premier temps –les plus pauvres et les plus vulnérables– qui ne sont pas encore capables de tirer pleinement parti des gains du commerce, des mesures aux niveaux mondial et local sont nécessaires pour renforcer leur capacité d'exportation, consolider leurs institutions et la gouvernance et améliorer l'application des normes fondamentales du travail adoptées à l'échelle internationale. Mais ces pays doivent aussi réduire les obstacles élevés qu'ils dressent aux échanges.

Voilà une autre idée fausse de la mondialisation battue en brèche par les analystes de l'OCDE. «Comme l'a montré, entre autres, le Pr. Jagdish Bhagwati, les obstacles aux échanges entre les pays en développement sont en moyenne plus élevés que ceux appliqués entre les pays en développement et les pays de l'OCDE. Laisser les pays les plus démunis en marge de la libéralisation des marchés ne leur rendra pas service. Ces pays aussi, avec une aide, doivent bénéficier des flux d'échanges et d'investissements que permet la modernisation», soutiennent les auteurs. Les obstacles et les distorsions aux échanges des pays de l'OCDE n'en sont pas justifiés pour autant ; ils doivent être réduits autant qu'il est politiquement et matériellement possible de le faire sur l'ensemble des marchés, en particulier pour les échanges qui sont critiques pour les pays pauvres, comme l'agroalimentaire et les activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre.

Pour faire écho au Pr. Bhagwati, le renforcement des capacités est une très bonne chose, mais les secteurs d'activité doivent pouvoir se développer par eux-mêmes, ce qu'ils ne peuvent faire qu'en étant confrontés au marché. C'est là qu'intervient l'ajustement induit par les échanges. La mondialisation a un prix, mais le protectionnisme coûte beaucoup plus cher.

### **Références**

*Les échanges et les ajustements structurels*, OCDE, 2005. L'étude complète, parue fin mai 2005, présente des monographies détaillées sur des économies développées et en développement, ainsi que huit secteurs clés de l'activité économique : agriculture, pêcheries, textiles et habillement, acier, véhicules motorisés, construction navale, services de santé et services aux entreprises sous-traités au niveau international.

Autres sources:

La position du FMI:

<http://www.imf.org/external/np/exr/ib/2000/fra/041200f.htm#I>

l'OCDE

<http://www.observateurocde.org/news/categoryfront.php/id/37/Mondialisation.html>